

3- Une bonification de trois (3) points au maximum pour la participation aux sessions de formation et séminaires organisés par l'administration durant les deux dernières années précédant l'année au titre de laquelle le concours est ouvert, ainsi que pour les unités de valeurs obtenues dans le cadre des cycles de formation continue pour la promotion au grade de technicien :

Il est attribué un (1) point pour chaque mois passé en formation. Si cette période est inférieure à un mois, il est attribué 1/30 de point pour chaque jour.

Il est attribué 1/2 point pour chaque unité de valeur obtenue.

4- Une bonification de cinq (5) points pour les titulaires des diplômes scientifiques et des attestations de formation permettant le recrutement au grade de technicien.

5- Une bonification de trois (3) points pour le candidat à qui on atteste que son dossier administratif ne contient pas de sanctions disciplinaires durant les cinq dernières années précédant l'année au titre de laquelle le concours est ouvert.

6- Une note attribuée par le chef de la structure administrative variant de zéro (0) à dix (10).

Art. 8 - L'ancienneté générale du candidat et son ancienneté au grade sont évaluées à la date de clôture de la liste des candidatures.

Art. 9 - Toute fausse déclaration dûment constatée entraîne l'interdiction de la participation du candidat pendant cinq (5) ans à tout concours ou examen administratifs ultérieurs.

Cette interdiction est prononcée par arrêté du président de l'assemblée nationale constituante sur la base d'un rapport circonstancié du jury du concours et après audition du candidat.

Art. 10 - Le jury du concours procède, après la délibération, au classement des candidats par ordre de mérite suivant le total des notes obtenues.

Si plusieurs candidats ont obtenu la même note, la priorité est accordée au plus âgé.

Art. 11 - La liste des candidats admis au concours interne sur dossiers pour la promotion au grade de technicien est arrêtée définitivement par le président de l'assemblée nationale constituante, et ce, dans la limite des postes à pourvoir conformément à l'arrêté d'ouverture mentionné à l'article 2 susvisé.

Art. 12 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Le Bardo, le 12 septembre 2012.

*Le Président de l'Assemblée Nationale  
Constituante*

**Mustapha Ben Jaâfar**

*Vu*

*Le Chef du Gouvernement*

**Hamadi Jebali**

## **PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**

### **Par arrêté républicain n° 2012-210 du 21 septembre 2012.**

Monsieur Brahim Ouechtati est nommé conseiller à la Présidence de la République, chargé des affaires militaires, et ce, à compter du 20 septembre 2012.

### **Par arrêté républicain n° 2012-211 du 21 septembre 2012.**

Monsieur Mondher Mami est nommé conseiller à la Présidence de la République, chargé du protocole, et ce, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2012.

## **PRESIDENCE DU GOUVERNEMENT**

### **Décret n° 2012-1962 du 20 septembre 2012, complétant le décret n° 85-1025 du 29 août 1985, fixant la liste des établissements publics à caractère industriel et commercial et des sociétés nationales dont les personnels sont affiliés à la caisse nationale de retraite et de prévoyance sociale.**

Le chef du gouvernement.

Vu la loi constitutive n° 2011-6 du 16 décembre 2011, portant organisation provisoire des pouvoirs publics

Vu la loi n° 85-12 du 5 mars 1985, portant régime des pensions civiles et militaires de retraite et des survivants dans le secteur public, telle que modifiée et complétée par les textes subséquents et notamment le décret-loi n° 2011-48 du 4 juin 2011,

Vu le décret-loi n° 2011-85 du 13 septembre 2011, portant création de la caisse des dépôts et consignations.

Vu le décret n° 85-1025 du 29 août 1985, fixant la liste des établissements publics à caractère industriel et commercial et des sociétés nationales dont les personnels sont affiliés à la caisse nationale de retraites et de prévoyance sociale, tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment le décret n° 2009-2689 du 28 septembre 2009,

Vu le décret n° 2011-4087 du 17 novembre 2011, portant organisation administrative et financière et les modalités de fonctionnement de la caisse des dépôts et consignations,

Vu l'arrêté républicain n° 2011-2 du 29 décembre 2011, portant nomination du chef du gouvernement,

Vu le décret n° 2011-4796 du 29 décembre 2011, portant nomination des membres du gouvernement,

Vu l'avis du ministre des affaires sociales,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Vu la délibération du conseil des ministres et après information du Président de la République.

Décrète :

Article premier - Il est ajouté à l'article premier du décret n° 85-1025 du 29 août 1985, fixant la liste des établissements publics à caractère industriel et commercial et des sociétés nationales dont les personnels sont affiliés à la caisse nationale de retraite et de prévoyance sociale, l'organisme suivant :

- La caisse des dépôts et consignations.

Art. 2 - Le ministre des affaires sociales est chargé, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 20 septembre 2012.

*Le Chef du Gouvernement*

**Hamadi Jebali**

**Par décret n° 2012-1963 du 18 septembre 2012.**

Monsieur Abdelhamid Guesmi est nommé chargé de mission au cabinet du chef du gouvernement.

**Par décret n° 2012-1964 du 18 septembre 2012.**

Monsieur Hatem Zgolli est nommé chargé de mission au cabinet du chef du gouvernement.

**Par décret n° 2012-1965 du 18 septembre 2012.**

Monsieur Moncef Oueslati est nommé chargé de mission au cabinet du chef du gouvernement.

**Par décret n° 2012-1966 du 18 septembre 2012.**

Monsieur Mohamed Zohair Hamdi, administrateur conseiller, est nommé chargé de mission au cabinet du chef du gouvernement.

Les dispositions du décret n° 2012-175 du 13 avril 2012, portant nomination de l'intéressé en qualité de chargé de mission pour occuper l'emploi de chef du cabinet du ministre auprès du chef du gouvernement chargé de la réforme administrative sont abrogées à compter de la date de signature du présent décret.

**Par décret n° 2012-1967 du 18 septembre 2012.**

Monsieur Ali Kahia, contrôleur en chef des services publics, est nommé chargé de mission au cabinet du chef du gouvernement, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2012.

**Par décret n° 2012-1968 du 18 septembre 2012.**

Monsieur Moncef Aouadi, administrateur en chef, est chargé des fonctions de directeur général d'administration centrale à la présidence du gouvernement.

**MINISTERE DES AFFAIRES  
ETRANGERES**

**Décret n° 2012-1969 du 20 septembre 2012, portant ratification d'un accord entre la République Tunisienne et la confédération Suisse relatif à l'échange de jeunes professionnels.**

Le chef du gouvernement,

Sur proposition du ministre des affaires étrangères,

Vu la loi constitutive n° 2011-6 du 16 décembre 2011, portant organisation provisoire des pouvoirs publics,

Vu l'accord entre la République Tunisienne et la confédération Suisse relatif à l'échange de jeunes professionnels, conclu à Tunis le 11 juin 2012,

Vu la délibération du conseil des ministres et après information du Président de la République.

Décrète :

Article premier - Est ratifié, l'accord entre la République Tunisienne et la confédération Suisse relatif à l'échange de jeunes professionnels, conclu à Tunis le 11 juin 2012.